

NATIONS UNIES



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2514^e

SÉANCE : 15 FÉVRIER 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2514)	1
Hommage à la mémoire de Son Excellence M. Iouri Vladimirovitch Andropov, président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique	1
Adoption de l'ordre du jour	1
La situation au Moyen-Orient : Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2514^e SÉANCE

Tenue à New York le mercredi 15 février 1984, à 11 h 30.

Président : M. S. Shah NAWAZ (Pakistan).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2514)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation au Moyen-Orient :
Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339).

La séance est ouverte à 11 h 40.

Hommage à la mémoire de Son Excellence M. Iouri Vladimirovitch Andropov, président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : C'est avec une profonde douleur que nous avons tous appris la mort d'un éminent homme d'Etat de notre temps, Son Excellence M. Iouri V. Andropov, président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique. En tant que principal organe de l'Organisation des Nations Unies, auquel les Etats Membres ont conféré la responsabilité primordiale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, il convient que le Conseil de sécurité rende hommage au président Andropov pour son profond attachement à la cause de la paix, de l'arrêt de la course aux armements et de la coopération pacifique entre Etats. Qu'il me soit permis, en tant que président du Conseil, d'adresser, en mon nom personnel et au nom des membres du Conseil, nos sincères condoléances au représentant de l'Union soviétique et, par son intermédiaire, au Gouvernement de l'Union soviétique, au peuple soviétique et à la famille endeuillée.

Sur la proposition du Président, les membres du Conseil, debout, observent une minute de silence.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient :

Lettre, en date du 14 février 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16339)

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des lettres des représentants de l'Italie et du Liban dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Fakhoury (Liban) prend place à la table du Conseil et M. Jannuzzi (Italie) occupe le siège qui lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil se réunit aujourd'hui pour répondre à la demande contenue dans la lettre en date du 14 février 1984 adressée au Président du Conseil par le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies [S/16339].

4. M. de La BARRE de NANTEUIL (France) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser, au nom de ma délégation, mes félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de février. Vos éminentes qualités de diplomate, votre vaste expérience des affaires internationales et la sûreté de votre jugement sont autant de gages d'une présidence impartiale et efficace. Je ne doute pas qu'elle sera l'occasion, pour mon pays et pour le vôtre, de manifester les liens d'étroite amitié qui les unissent.

5. Permettez-moi également, Monsieur le Président, de saluer votre prédécesseur, l'ambassadeur Chamorro Mora du Nicaragua, pour la haute tenue et l'impartialité dont il a fait preuve lorsqu'il a dirigé nos travaux le mois dernier.

6. Enfin, je voudrais, au nom de mon gouvernement, m'associer aux condoléances qui ont été présentées à la délégation soviétique à l'occasion du décès de M. Iouri Andropov, président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique.

7. La France a demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité pour examiner la situation dans l'agglomération de Beyrouth. Cette situation est en effet devenue particulièrement grave à la suite des derniers événements qui viennent encore de bouleverser les données du problème libanais. Elle est aussi plus que jamais préoccupante au regard du sort des populations civiles, affectées par les combats et les bombardements et soumises à tout moment aux risques et aux dangers d'une reprise de la violence, voire d'opérations militaires. Elle complique encore la perspective d'une solution politique susceptible de rétablir la stabilité et la paix au Liban par la réconciliation nationale dans le respect de l'indépendance et de l'intégrité du pays tout entier.

8. Le problème dont le Conseil va débattre n'est pas nouveau, et la France, avec d'autres, n'a cessé de dire sa préoccupation croissante à cet égard.

9. Pendant le tragique été de 1982, le Conseil avait déjà été appelé — on s'en souvient — à multiplier ses interventions pour arrêter les combats et apporter son aide aux populations civiles. S'agissant plus particulièrement de Beyrouth, la France avait présenté un projet de résolution [S/15255/Rev.2] qui envisageait la mise en place d'une force des Nations Unies mais n'avait pu être adopté, le 26 juin 1982, en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil [2381^e séance]. Quelques semaines plus tard, le Conseil adoptait à l'unanimité la résolution 521 (1982), dont le paragraphe 5 proposait la création d'une force des Nations Unies pour aider le Gouvernement libanais à assurer "l'entière protection des populations civiles à Beyrouth et aux alentours".

10. Il était toutefois apparu que les négociations seraient longues avant de parvenir à la création d'une telle force. Aussi, consciente de l'extrême urgence de la situation, la France avait décidé de donner une réponse positive à la demande expresse faite par le Gouvernement libanais, en accord avec toutes les forces politiques du pays, relative à la constitution d'une force multinationale. Je rappelle néanmoins, ainsi que je l'avais écrit au Secrétaire général dès le 21 septembre 1982 [S/15420], que

"Le Gouvernement français, soucieux d'apporter son soutien aux décisions du Conseil de sécurité, aurait souhaité qu'une force des Nations Unies soit créée, comme le proposait le paragraphe 5 de la résolution 521 (1982) du Conseil."

11. Qu'elle ait été par la suite magnifiée par certains ou vilipendée par d'autres, il reste que, pendant 16 mois, la force multinationale s'est efforcée, avec courage, ténacité et au prix de très lourds sacrifices, de remplir sa mission dans le cadre des mandats que le Gouvernement libanais avait donnés aux contingents nationaux qui la composaient. Tandis qu'auparavant la force d'interposition était intervenue pour assurer, dans la sécurité et la dignité, le départ des unités palestiniennes de Beyrouth, la force multinationale, quant à elle, était venue, dans les circonstances que j'ai rappelées, plus particulièrement pour protéger les camps de Sabra et Chatila si douloureusement éprouvés et plus généralement pour apporter sa contribution, dans la mesure de ses moyens et dans un contexte difficile, au rétablissement d'un calme précaire à Beyrouth et dans ses environs immédiats.

12. Les circonstances ont maintenant changé. Les risques d'affrontement sont tels que la communauté internationale doit prendre d'urgence ses responsabilités. Dès lors que les choses sont ce qu'elles sont devenues, le recours à une force internationale, en substitution de la force multinationale, devient un élément nécessaire d'apaisement. C'est dans cette conviction que le Gouvernement français a abordé le sujet au cours des derniers mois et, plus particulièrement, des dernières semaines avec les gouvernements de nombreux pays concernés par la grave situation au Moyen-Orient.

13. Il faut une force des Nations Unies, et le plus expédient à cet égard est sans doute que certains détachements de la force intérimaire des Nations Unies au Liban soient envoyés à Beyrouth. Certes, si l'Organisation des Nations Unies nous le demande, nous ne ferons pas obstacle à ce que des éléments français de la Force figurent parmi ces détachements. Mais il est sans doute préférable que la force internationale dans l'agglomération de Beyrouth ne comprenne aucun ressortissant des Etats membres permanents du Conseil de sécurité. La France est prête à inclure cette précision dans le dispositif qui devrait être maintenant prévu par le Conseil.

14. Force internationale en substitution de la force multinationale, cela signifie deux choses : d'une part, que cette force prendra place dans l'agglomération de Beyrouth et que sa compétence sera limitée à cette agglomération, comme c'est actuellement le cas pour les contingents de la force multinationale; d'autre part, qu'elle sera mise en place au départ de la force multinationale, laquelle dès lors, n'ayant plus de raison d'exister ni d'intervenir, que ce soit

à Beyrouth ou ailleurs au Liban, doit se retirer ainsi que les navires qui l'accompagnent.

15. Le débat qui s'engage aujourd'hui, et dont nous souhaitons qu'il puisse se terminer par l'adoption rapide d'une résolution comportant des dispositions immédiatement applicables, est d'une gravité particulière pour l'avenir même du Liban. Les nombreuses déclarations libanaises de ces derniers jours en faveur d'une action des Nations Unies suffiraient à le prouver s'il était nécessaire. Les Nations Unies ont envoyé une force dans le sud du Liban. En autorisant le Secrétaire général à utiliser une partie de cette force à Beyrouth, l'Organisation contribuerait, comme c'est son devoir, à la protection des populations civiles et, par là, au rétablissement de la paix nécessaire à la restauration de l'intégrité territoriale, de l'unité, de la souveraineté et de l'indépendance du Liban, en application des résolutions précédemment adoptées à cet égard et restées trop longtemps sans suite.

16. La France est prête, pour sa part, à prendre les engagements et les dispositions nécessaires. Elle ne doute pas que tous les Etats membres du Conseil auront le même souci de lui permettre de prendre ses responsabilités.

17. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, au nom de la délégation soviétique, je tiens à vous remercier très sincèrement et à remercier les autres représentants pour les condoléances qui ont été exprimées ici à l'occasion du décès du Président du Présidium du Soviet suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, Iouri Vladimirovitch Andropov.

18. Toute la vie et les activités si variées de Iouri Vladimirovitch Andropov, et plus particulièrement la période au cours de laquelle il fut à la tête du parti communiste de l'Union soviétique et de l'Etat soviétique, ont été consacrées à l'exécution de la tâche primordiale qui s'im-

pose à l'humanité aujourd'hui : l'élimination de la menace d'une guerre thermonucléaire et le renforcement de la paix et de la sécurité mondiales.

19. L'image radieuse de Iouri Andropov, brillant fils du peuple soviétique, fidèle champion de la paix dans le monde entier et du renforcement des liens et de la coopération entre les peuples, demeurera toujours dans la mémoire et dans le cœur des citoyens soviétiques et de toute l'humanité progressiste.

20. Prenant la parole avant-hier, 13 février, à Moscou, le Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, Constantine Oustinovitch Tchernenko, a dit notamment ce qui suit sur la politique étrangère constante de notre pays :

“L'union soviétique, en tant que grande puissance socialiste, est parfaitement consciente de la responsabilité qui lui incombe devant les peuples en ce qui concerne le maintien et le renforcement de la paix. Nous sommes prêts à coopérer de manière pacifique et mutuellement avantageuse avec les Etats de tous les continents. Nous sommes en faveur d'une solution pacifique de tous les différends internationaux au moyen de négociations sérieuses, constructives et établies sur une base d'égalité. L'Union soviétique sera toujours disposée à coopérer pleinement avec tous les Etats qui sont prêts, dans les faits et dans la pratique, à contribuer à la diminution de la tension internationale et à créer dans le monde une atmosphère de confiance — en d'autres termes, avec ceux qui, véritablement, conduiront les affaires non pas en préparant la guerre mais en renforçant les fondements de la paix. Nous estimons qu'il faut utiliser pleinement à cette fin tous les leviers dont on dispose, y compris naturellement l'Organisation des Nations Unies, qui a été créée précisément pour le maintien et le renforcement de la paix.”

La séance est levée à midi.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
